

Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - Juin 2006 - Rédac chef : P. Le Scouëzec

L'OCEF en danger

Des menaces planent sur l'existence de l'OCEF (Observation et Communication sur l'Emploi et la Formation) de Picardie, cet organisme financé par l'Etat et la Région et auxquels les partenaires sociaux sont associés. L'OCEF a fait ses preuves tant en matière d'études avec l'OREF que de diffusion avec le DIFE. Sa force est de produire des analyses sur les besoins en formation et des études prospectives réalisées en liaison avec les acteurs de terrain. Pourtant, cet outil reconnu risque de disparaître. En effet, son financement par le contrat de plan Etat-Région se terminera fin 2006 et ne serait pas reconduit : l'Etat ne souhaiterait conserver que l'OREF, laissant l'avenir du DIFE et la cohésion de l'ensemble de la structure dans l'incertitude. Ces choix ont été rejetés par la CGT lors du dernier conseil d'administration (CA) de l'OCEF. En effet, ils conduiraient à supprimer une dizaine d'emplois et, en intégrant les services actuels dans des organismes dépendant de l'Etat ou la Région, enlèveraient le droit de regard et d'intervention qu'ont les syndicats en ce domaine important au sein du CA de l'OCEF.

Le chiffre du mois

-0,8%. C'est l'évolution, selon l'UNEDIC, de l'emploi privé non agricole en Picardie en 2005, correspondant à la suppression de 3200 emplois. C'est le plus mauvais résultat de toutes les régions françaises ! Dans le même temps, les effectifs se sont accrus de 0,6% au plan national. L'Oise a été le plus touché avec une baisse de 1,1%, deux fois plus importante que celles de l'Aisne (-0,6%) et la Somme (-0,5%). Et dire qu'officiellement, le chômage diminue...

Pas assez de créations d'emplois de cadre !

La Picardie ne forme pas assez de cadres ! Cette phrase fait partie du discours officiel pour expliquer les retards de la région. C'est surtout une solution de facilité pour éviter d'aborder le problème de fonds, à savoir que la Picardie n'offre pas assez d'emplois de cadre !

C'est ce que montre l'enquête de l'APEC sur les intentions d'embauche des entreprises picardes. Le nombre d'emplois de cadres proposés en 2006 sera le plus faible depuis 10 ans, avec 2180 postes, en recul de 24% par rapport au nombre de recrutements effectués en 2005. Et ce chiffre était lui-même inférieur de 7% à celui de 2004 !

On comprend mieux pourquoi la Picardie, bien qu'ayant la plus faible proportion d'élèves allant au-delà du bac, est aussi la région où le nombre d'étudiants quittant la région pour faire leurs études ailleurs, est le plus fort. La raison : les jeunes diplômés picards quittent la région faute de pouvoir espérer y trouver un emploi après leurs études !

Et cela est un problème spécifiquement picard. En effet, au plan national, les intentions d'embauches de cadres 2006 sont en hausse de 4%. Parallèlement, la Picardie est la région où la proportion d'entreprises pensant recruter des cadres est une des plus faibles (seules 4 régions font moins bien) et, par contre, celle où la proportion des entreprises prévoyant de réduire leur effectif cadre est la plus forte ! Autre signe de ce manque de dynamisme des patrons picards : le nombre d'entreprises pensant renforcer leur encadrement est passé de 22% à 12% entre 2000 et 2006. Ce constat montre que, loin d'être comblé, le déficit en matière d'encadrement s'accroît malgré la hausse des départs en retraite. Comme si les chefs d'entreprise picards avaient choisi de limiter l'économie régionale à des activités à faible valeur ajoutée, à l'opposé des besoins de l'économie...

Faiblesse des dépenses consacrées à la recherche

En 2003, les dépenses de recherche et développement ne représentaient, en Picardie, que 1,1% du PIB régional (les richesses créées) contre 2,2% au plan national. La cause en est le peu de présence de la recherche publique. En effet, sa part dans le total des dépenses n'est que de 17% alors que la moyenne nationale est de 37% ! De plus, l'essentiel de ces dépenses publiques (80%) est le fait des universités de la région, alors que cette proportion n'est que de 36% au plan national. La différence résulte de la rareté en Picardie des établissements publics de recherche, soit à caractère scientifique et technologique (INRA, INSERM), soit à caractère industriel et commercial (CEA, CNES), qui réalisent, en général, la majorité de la recherche publique. De plus, même si la recherche est surtout réalisée par les entreprises du secteur privé en Picardie, cette activité s'y déroule très peu dans des branches de haute technologie (5% des cas) contrairement à la moyenne nationale (45% des cas). Au contraire, elle est concentrée dans des branches de moyenne ou faible technologie (43% contre 8% en moyenne nationale). Par conséquent, outre ses moyens réduits, la recherche picarde n'est pas non plus orientée vers les secteurs de haute technologie.

Au niveau des emplois, avec 2380 effectifs en équivalent temps plein, la Picardie ne représente que 1,4% du total des emplois de chercheurs, ce qui la situe au 16^{ème} rang des régions.

Un tiers des emplois touristiques en moins !

L'INSEE vient d'estimer que le tourisme occupait un peu plus de 15000 salariés en Picardie. Cela permet d'avoir une idée du poids de cette activité dans la région et, surtout, de recadrer les chiffres. En effet, jusqu'alors, l'estimation officielle du Conseil régional était de 23400 emplois, issue d'une étude de 1999 d'un cabinet privé qui avait, en fait, ajusté son résultat... au désir des élus de l'époque ! Bien payé, celui-ci avait pu alors sortir un chiffre sans réelle valeur, non comparable avec les autres régions, mais qui était devenu la référence à force de communication officielle, au point de servir de base au Schéma de développement du tourisme en Picardie. Cette technique de créer de toutes pièces des chiffres ou études pour servir une ambition politique n'est pas nouvelle... et est toujours employée ! Elle a permis récemment, au gouvernement, d'essayer de faire croire au succès du CNE (contrat nouvelle embauche) !

Des défaillances encore nombreuses

Alors que le nombre de défaillances d'entreprises jugées en France en 2005 a augmenté de 2,3%, il a diminué de 6,8% en Picardie, ce qui constitue la meilleure évolution régionale. Cependant, la comparaison entre régions n'a de sens que si l'on examine le taux de défaillance, c'est-à-dire en rapportant le nombre de défaillances au total des entreprises. Cet indicateur est de 2% pour la Picardie, ne la situant qu'au 13^{ème} rang régional.

Une taxe d'habitation pas assez attractive

En 2003, le taux de taxe d'habitation en Picardie était, en moyenne, de 22,5%, ce qui la place au 7^{ème} rang des régions au taux les plus élevés. Cette forte imposition ne contribue pas à l'attractivité résidentielle de la Picardie. Elle résulte en partie de l'absence de ressources liées à la taxe professionnelle dans une majorité de communes.

Les zones de l'Aisne durement touchées

Au 1^{er} janvier 2005, 665043 personnes occupaient un emploi en Picardie, soit une hausse de 3,5% (+22300 emplois) par rapport au 1^{er} janvier 1999. Cette augmentation résulte de la croissance de l'emploi salarié (+4,2% sur la période) alors que l'emploi non salarié continue à se réduire (-4,5%), ne représentant plus que 7,9% de l'emploi total de la région.

Mais cette évolution est très variable selon les secteurs géographiques de la Picardie. Ainsi, en 6 ans, les bassins d'emploi de Soissons, Chauny, du Santerre-Somme, de Château-Thierry et Saint-Quentin ont perdu des emplois, respectivement -3,6%, -2,6%, -1,8%, -0,9% et -0,6%. En revanche, la hausse atteint 5,1% en Thiérache et dans la zone d'Amiens, 6,7% dans celle de Compiègne. Mais c'est sur la Côte picarde que la croissance est la plus significative avec +8,8% dans le Vimeu et +9,5% dans le Ponthieu-Abbeville.

L'évolution de l'emploi total s'explique par celle de l'emploi salarié puisque l'emploi non salarié diminue dans la presque totalité des zones d'emploi avec des reculs atteignant -8,3% dans le Sud-Oise et -7,8% dans le Compiègnais. Seules les zones de Château-Thierry (-0,2%) et du Laonnois (+0,7%) ont pu maintenir leurs effectifs.

Vu le faible poids de l'emploi non salarié, les tendances de l'emploi salarié sont les mêmes que celles de l'emploi total, souvent un peu plus accentuées. Ainsi, la baisse atteint 4,1% dans le Soissonnais et la croissance est de 5,7% dans le Sud-Oise, 5,9% dans l'Amiénois, 6,5% en Thiérache, 7,8% dans le Compiègnais. La progression culmine à plus de 10% dans le Vimeu (+10,6%) et le Ponthieu-Abbeville (+11,6%).

Au sein du salariat, c'est l'agriculture qui connaît le plus fort recul ; selon les zones, la baisse est à peu près uniforme, de 19 à 26%. Dans l'industrie, les évolutions sont au contraire très variables. Globalement, la région a perdu 13250 postes, soit -8,7% en 6 ans, si bien que l'industrie ne représente plus que 22,8% de l'emploi salarié picard. Mais la chute s'est concentrée dans l'Aisne, dans les bassins de Soissons (-24,8%), Laon (-17,1%), Saint-Quentin (-15,9%), Chauny (-10,9%) et Château-Thierry (-9,8%). A l'inverse, l'emploi industriel s'est mieux tenu dans les zones de Compiègne (-3,2%), Santerre-Oise (-3,2%), Ponthieu-Abbeville (-2,8%) et en Thiérache (-0,3%).

Les autres secteurs d'activités connaissent en revanche de fortes progressions d'effectifs. La Construction gagne 4400 emplois, soit +14,9%. La hausse atteint 23,7% dans le bassin de Château-Thierry, 25,5% dans le Santerre-Somme, 34,6% dans le Ponthieu, 35,5% en Thiérache. Par contre, les effectifs ont stagné lors de la période 1999-2004 dans trois zones : Chauny (+1,4%), Soissons (+1,4%) et le Santerre-Oise (+0,4%).

La croissance est aussi sensible dans les services avec un gain de 31000 emplois (+9,7%) en 6 ans. Très forte dans le Vimeu (+34%), le Ponthieu (+16,9%), le Compiègnais (+14,2%), l'évolution est en revanche quasi nulle dans les bassins de Chauny (+0,9%) et de Château-Thierry (-0,2%). A noter que cette croissance explique en très grande partie le niveau record de l'augmentation d'emplois dans les deux zones de la Côte picarde. De même, cette évolution contribue à faire que désormais, dans le Vimeu, il y a presque autant de personnes employées dans les services que dans l'industrie.

Enfin, le commerce picard a gagné 6400 emplois en 6 ans, soit +9%. Les zones du Ponthieu (+15,6%), Beauvais (+14,4%), le Sud-Oise (+14%) et le Vimeu (+12,3%) en sont les principales bénéficiaires. Mais le Soissonnais (+0,3%), la Thiérache (-0,6%) et le Santerre-Somme (-2,4%) n'en ont pas profité.

N.B. : un complément à cette étude exclusive de la CGT INSEE PICARDIE est disponible sur simple demande